

Roediger, D.R. et Foner, P.S. (1989) *Our Own Time : A History of American Labor and the Working Day*. Londres et New York, Verso (Haymarket Series), 380 p.

Damaris Rose

Volume 34, numéro 93, 1990

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/022143ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/022143ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

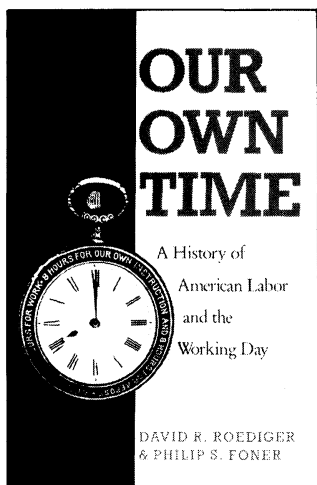
0007-9766 (imprimé)

1708-8968 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Rose, D. (1990). Compte rendu de [Roediger, D.R. et Foner, P.S. (1989) *Our Own Time : A History of American Labor and the Working Day*. Londres et New York, Verso (Haymarket Series), 380 p.] *Cahiers de géographie du Québec*, 34(93), 389–391. <https://doi.org/10.7202/022143ar>



ROEDIGER, D.R. et FONER, P.S. (1989) *Our Own Time: A History of American Labor and the Working Day*. Londres et New York, Verso (Haymarket Series), 380 p.

Cet ouvrage, le fruit d'une coopération entre deux historiens du travail américains, propose une analyse du rôle du mouvement ouvrier dans les luttes pour raccourcir la journée de travail, du début du XIX^e siècle aux années 1930.

On retrouve, sous-jacents à ce livre, de nombreux éléments d'un débat interne aux historiens du travail américains: les auteurs veulent souligner que le mouvement ouvrier américain avait, au moins jusqu'aux années 1920, une conscience de classe plus importante que l'on a eu tendance à prétendre. Ils ont accumulé une documentation exhaustive et impressionnante à l'appui de cette constatation. Leur interprétation repose sur une synthèse des sources secondaires complétées par des documents d'archives, des articles de journaux, etc. Ainsi sont révélés plusieurs aspects de l'histoire des luttes organisées et d'alliances intersyndicales (par exemple entre les unions de métiers et les syndicats industriels). Qui plus est, il semble que les tentatives de coopération entre des travailleuses et travailleurs de groupes ethniques différents étaient plus fréquentes que l'on aurait pensé, malgré les nombreuses tactiques de type «diviser et conquérir» adoptées par les employeurs et les gouvernements. Quoique révélateurs, les arguments sont parfois détaillés au point de susciter l'agacement, surtout pour des lecteurs étrangers aux débats sur la question de la conscience de classe (ou son absence) chez les ouvriers américains.

Les auteurs démontrent par ailleurs que, dès le milieu du XIX^e siècle, et surtout durant les années qui suivirent la fin de la Guerre civile, les luttes pour raccourcir la journée de travail n'étaient plus confinées aux châteaux forts du syndicalisme de métiers (les villes mercantiles du *Eastern Seaboard*) et aux centres de textile de la Nouvelle-Angleterre. De fait, elles connaissaient une diffusion géographique très large, par exemple dans les centres nouvellement industrialisés du Haut-Midwest, en Californie — où la pénurie de travailleurs qualifiés donnait aux syndicats de métiers un plus grand pouvoir de négociation, et même dans le Sud, notamment à la Nouvelle-Orléans (où les luttes ont été cependant freinées par l'exclusion des Noirs par les travailleurs blancs). Plus tard, durant les deux premières décennies du XX^e siècle, la durée de la journée de travail fut le principal enjeu des luttes menées par le *International Workers of the World* (IWW) et par d'autres syndicats industriels dans les mines d'or (dans l'Ouest), de cuivre (Michigan) et de charbon (Virginie-Occidentale) ainsi que dans les chantiers de l'Oregon, luttes qui faisaient l'objet d'une répression très brutale par les employeurs et l'État.

On retrouve dans ces pages une histoire détaillée des progrès et des échecs des mouvements syndicaux pour les dix, les neuf ou les huit heures de travail, et des liens entre ceux-ci et les démarches politiques (n'ayant pas connu un très grand succès) des réformistes de l'Ère progressive. Roediger et Foner retracent l'histoire de l'emprise des courants conservateurs sur le mouvement syndical américain et montrent comment cela avait fait changer le ton des luttes pour la réduction de la journée

de travail. Par exemple, avec la montée du gompérisme vers le fin du siècle, la question des heures de travail fut nettement récupérée par les courants qui voulaient renvoyer les femmes à la maison ou au moins les reléguer aux marges de la structure professionnelle. Les auteurs admettent (avec la majorité des historiens du travail) que les luttes menées par les fractions du mouvement ouvrier qui ne voulaient absolument pas dissocier la question de la durée de la journée de travail de la question du contrôle exercé sur le processus du travail, furent enfin récupérées par les courants réformistes. Pour ces derniers, la journée de dix ou même douze heures (dans les aciéries de la Pennsylvanie jusqu'aux années 1920) nuisait à la reproduction de la force de travail et ainsi à l'efficacité et à la modernisation des entreprises. Il a cependant fallu attendre la Grande Dépression avant que ces idées se conjuguent avec, d'une part, la montée du *welfare capitalism* chez certaines fractions de la grande bourgeoisie américaine et, d'autre part, les demandes de l'*American Federation of Labor* (AFL) pour le partage du travail afin de pallier au chômage, de sorte que le gouvernement fédéral puisse enfin introduire, dans le cadre du *New Deal*, une réglementation systématique des heures maximales de travail.

Mais, à l'encontre de certaines analyses s'inspirant de la théorie de la «régulation», les auteurs nous mettent en garde contre une interprétation trop «fonctionnaliste» de la récupération du mouvement ouvrier américain. Le conservatisme syndical accru résultait en partie de la répression soutenue à l'endroit des regroupements de travailleurs dont les luttes revêtaient un caractère plus radical (par exemple à Chicago à la suite de l'affaire Haymarket et dans tous les secteurs industriels ayant une importante fraction d'immigrants — supposément porteurs d'idéologies révolutionnaires — au sein de leur main-d'oeuvre). De plus, l'idée du «compromis fordiste» (dans lequel les ouvriers spécialisés des entreprises clés laisseraient tomber toute tentative de contrôle sur le procès de travail et accepteraient de coopérer pour augmenter la productivité de l'entreprise, à condition que l'employeur leur offre la journée de huit heures et un «salaire familial» permettant l'accession à la propriété en banlieue, ce qui aurait pour résultat de favoriser la consommation de masse) ne gagnait pas non plus l'appui des grands capitalistes américains avant la Première Guerre mondiale, Ford lui-même étant vu par ses pairs comme un non-conformiste (*maverick*) (p. 177).

Et pourtant — et c'est peut-être l'une des facettes les plus fascinantes du livre pour les géographes urbains — on retrouve ici des éléments suggérant que même à l'intérieur des courants de la pensée syndicale, les antécédents du fordisme remontent plus loin dans le temps que l'on ne pense. Un leader syndical des années 1850 argumentait que si les travailleurs avaient plus de temps pour les loisirs il y aurait une demande accrue pour les biens de consommation, ce qui aurait pour effet de stimuler l'économie (p. 85); il mettait également de l'avant le lien entre la journée de huit heures, la durée des déplacements résidence-travail (questions qui intéressaient évidemment Ford aussi (p. 193) et la suburbanisation (p. 97). Malheureusement ces questions ne sont pas traitées en détail; elles ne sont pas non plus mises en relation avec l'analyse, très intéressante en soi, de la montée du sexisme chez l'*American Federation of Labor* dans le contexte d'une participation accrue des femmes au marché du travail. En effet, loin d'appuyer les diverses luttes syndicales des travailleuses, l'AFL les percevait comme une menace, non seulement pour les syndicats de métiers, mais aussi pour la famille: «an insidious assault upon the home» (p. 163). Cette position était tout à fait conforme à l'un des principes de Ford, soit celui d'obliger les épouses de ses ouvriers à rester à la maison (p. 192). De fait, les auteurs signalent dans leur introduction que l'évolution dans la perception et l'utilisation des loisirs chez les couches populaires (thèmes qui recourent évidemment la question de la signification du chez-soi pour les ouvriers masculins et leurs attitudes vis-à-vis le travail féminin) reste secondaire dans l'ouvrage. Mais, à cet égard, on pourrait leur reprocher de se contenter de rester nettement dans le courant épistémologique traditionnel de l'histoire du travail (c'est-à-dire, du travail rémunéré) plutôt que de s'aventurer sur le terrain de la «nouvelle histoire sociale» (voir par exemple des numéros récents des revues *History Workshop Journal* et *Labour/Le Travail*), courant qui, influencé à la fois par le féminisme et par la géographie urbaine et régionale, vise à développer une approche plus holistique et plus enracinée dans le terrain de la vie quotidienne que ne l'est l'optique «travailleuse» dont ce livre est un excellent exemple.

Cela dit, l'ouvrage de Roediger et Foner demeure, en général, intéressant; il se lit bien et offre, en plus, un survol de l'histoire du mouvement ouvrier américain relativement accessible aux néophytes. En guise de conclusion, les auteurs constatent qu'il y aurait une résurgence du mouvement pour raccourcir la journée de travail depuis quelques années et que le grand enjeu se pose à nouveau aujourd'hui: du temps libre pour soi, ou du chômage? Mais, enfin, il demeure curieux qu'ils ne parlent nulle part de ce

qui pourrait être, selon plusieurs analystes, une tendance de plus en plus importante, soit une prolongation des heures du travail salarié pour certains — préfigurée en 1917 par le consentement de l'AFL au principe de temps supplémentaire obligatoire (p. 203) — et une diminution involontaire pour d'autres.

Damaris ROSE
INRS-Urbanisation
Montréal

MERLIN, Pierre et CHOAY, Françoise (1988)
Dictionnaire de l'urbanisme et de l'aménagement.
Paris, Presses universitaires de France, 723 p.

L'urbanisme est une science sociale où la parution d'un ouvrage est très remarquable du fait de la rareté des publications dans ce domaine... du moins au Québec. Évidemment, on allèguera que l'urbanisme québécois (incluant l'aménagement du territoire) est jeune et que tous les espoirs sont permis. L'ouvrage recensé ici, bien que publié en mars 1988, fut présenté pour la première fois aux spécialistes québécois au Salon du livre de Montréal en novembre 1989. C'est un ouvrage imposant tant par son épaisseur (723 pages) que par son contenu. Le *Dictionnaire de l'urbanisme et de l'aménagement* discute d'abord de ce qu'est l'urbanisme. On peut présenter ce dernier comme une «science», un «ensemble de techniques», un «art» ou plus modestement «l'ensemble des mesures techniques, administratives, économiques et sociales qui doivent permettre un développement harmonieux, rationnel et humain des agglomérations» (p. X). Les professeurs Pierre Merlin et Françoise Choay, soutenus par une soixantaine de collaborateurs, ont réussi la «gageure» de réaliser ce dictionnaire en intégrant, entre autres, des concepts d'architecture, de géographie, de tourisme, d'économie, d'histoire, de sociologie et d'ethnographie à ceux de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire. Ce dictionnaire compte plus de 650 articles.

Plusieurs articles débutent par une rétrospective historique indispensable pour suivre le développement et mieux comprendre les tendances actuelles des concepts présentés. Ainsi, par exemple, à l'article *urbanisme* on lit: «Du latin *urbs*, la ville, ce terme récent a été formé sur le modèle du néologisme espagnol *urbanizacion*, créé en 1867 par l'ingénieur-architecte espagnol Ildefonso Cerda, dans sa *Teoria general de l'urbanizacion* pour désigner une discipline nouvelle, la science de l'organisation spatiale des villes» (p. 683). Après avoir résumé les observations de Cerda, on insiste ensuite sur la façon dont l'urbanisme fut intégré en France, en Italie, aux États-Unis et ailleurs, à travers les différentes époques, pour arriver à identifier et commenter les nombreuses orientations nouvelles.

Quant à l'*aménagement du territoire*, c'est «l'art ou la technique de disposer avec ordre, à travers l'espace d'un pays et dans une vision prospective, les hommes et leurs activités, les équipements et les moyens de communication qu'ils peuvent utiliser, en prenant en compte les contraintes naturelles, humaines et économiques, voire stratégiques» (p. 30). À travers trois cas brièvement décrits (Union soviétique, Italie et Grande-Bretagne), on souligne ce que devraient être «les principales motivations des politiques d'aménagement du territoire: développement (et stratégie), réduction des disparités régionales, reconversion de régions dont les sources de richesse sont en déclin» (p. 30). On voit que cette définition tient compte de la dimension temporelle — «il serait dangereux de séparer la planification dans l'espace d'une planification dans le temps qui serait strictement économique» — ; tout comme des dimensions stratégique et économique. Il est intéressant de comparer cette définition de l'aménagement du territoire avec la version donnée par la Direction générale de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire (DGUAT) dans son *Répertoire commenté des termes, des organismes et*